

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2012)
Heft: 1958

Artikel: La Suisse touchée par les mafias
Autor: Franchini, Federico
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024628>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Suisse touchée par les mafias

Federico Franchini • 8 juin 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/20774>

Un colloque à l'Université de la Suisse italienne fait le point

«Quand un criminel armé d'un pistolet rencontre un criminel avec un attaché-case, le premier est un homme mort.»

La préface du nouveau roman noir de l'auteur italien Massimo Carlotto¹⁴ illustre très bien l'évolution de la criminalité ces dernières années. L'idée reçue d'une pègre qui tire et jette de grenades est à abandonner. En Italie, vingt ans après les attentats sanglants de 1992, la mafia a abandonné sa stratégie militaire mais elle est plus forte que jamais.

Certes, la criminalité organisée connaît toujours les guerres entre clans rivaux et pratique les activités criminelles traditionnelles comme le trafic de drogue, d'armes, d'êtres humains et les extorsions. Mais la nouvelle génération porte cravate et habits griffés, est polyglotte et a étudié dans les meilleures universités.

Elle connaît les règles de fonctionnement de l'économie capitaliste et réinvestit l'argent sale dans l'économie réelle, le tourisme, la construction, la restauration, la santé, le sport. Le crime aujourd'hui

est de plus en plus inséré dans la société, il se globalise et profite de la crise. C'est la McMafia, le crime sans frontières, comme l'a magistralement décrit le journaliste britannique Misha Glanny¹⁵. La criminalité se meut habilement entre le licite et l'illicite, dans les zones d'ombre qui séparent parfois subtilement criminalité, politique, appels d'offre, économie, commerce et finance.

La Suisse n'est pas épargnée par cette évolution. Infiltrations mafieuses en Suisse: situation et questions ouvertes¹⁶ : tel est le titre d'un symposium tenu récemment à l'Université de la Suisse italienne, au cours duquel des experts italiens et tessinois ont discuté des nouvelles dynamiques criminelles concernant la Suisse.

Parmi les orateurs, Cataldo Motta, procureur antimafia à Lecce (Pouilles), affirme¹⁷ que le risque d'installation de groupes criminels sur le territoire suisse ne peut pas être exclu. Selon lui on est face à un développement «normal» de l'intérêt de la criminalité organisée pour les activités financières, l'entrepreneuriat et les investissements.

Interviewé en mars par l'Hebdo¹⁸, Roberto Saviano¹⁹ va encore plus loin et considère que la Suisse est d'une importance capitale pour les mafias: «*C'est le coffre-fort le plus sûr de l'Europe pour les mafias. La Suisse est utilisée ainsi depuis plus de vingt ans. Depuis la crise économique, son rôle s'est encore renforcé. La proximité géographique entre la Lombardie, la région la plus riche d'Italie, et la Suisse accentue l'entrée d'argent.*»

L'implication de la Suisse comme centre dans le blanchiment d'argent sale d'origine mafieuse est apparue au grand jour dans les années quatre-vingts. L'enquête sur la Pizza Connection²⁰ a permis de démanteler une bande de trafiquants d'héroïne italo-américains qui avait transféré en Suisse pas moins de 1,5 milliards de francs. L'affaire a montré la face cachée de la place financière helvétique et ses liens tentaculaires avec le crime: blanchiment d'argent de la drogue et du trafic d'armes, évasion fiscale, sociétés écrans, etc.

Cette affaire a facilité l'introduction d'une législation fédérale contre le blanchiment. C'est Paolo Bernasconi, aujourd'hui professeur de droit pénal économique international à

l'Université de Saint-Gall, qui, en qualité de procureur, mena l'enquête sur la *Pizza Connection*. Dans le *Corriere del Ticino* du 31 mai dernier, Bernasconi affirme que la vigilance est insuffisante et les autorités politiques n'assument pas leurs responsabilités: «*Durant des années, le parlement et le gouvernement [tessinois] ont assisté passivement à la vente de Kalachnikovs destinées aux mafieux, aux flux clandestins d'or et de liquidités, (...), aux raids des sociétés de gestion patrimoniale dépourvues de l'autorisation requise par la loi tessinoise qui plument les épargnants, parce que les autorités politiques n'accordent pas les moyens nécessaires à la surveillance des fiduciaires (...).*».

Les intermédiaires financiers comme les fiduciaires sont de plus en plus utilisés par ceux qui veulent blanchir l'argent. Ce secteur est donc particulièrement exposé à la criminalité. Le canton du Tessin abrite quelque 1300 fiduciaires. Selon Bernasconi la nouvelle loi cantonale sur les fiduciaires n'est pas satisfaisante: «*La loi prévoit un seul inspecteur, comme cela était déjà le cas dans la loi de 1985. Or entre temps le*

secteur des intermédiaires bancaires et les volumes d'affaires se sont multipliés».

La présence criminelle en Suisse n'est plus exclusivement liée à la place financière. Selon Cataldo Motta, les investissements dans la construction et dans d'autres secteurs comme l'immobilier sont particulièrement prisés. L'immobilier, qui n'est pas soumis à la loi fédérale sur le blanchiment d'argent²¹, est particulièrement recherché par la criminalité d'origine russe. Pour le procureur italien, les criminels de l'est sont très actifs dans l'achat d'immeubles pour des sommes fortement supérieures à la valeur du marché. Ce qui permet de soupçonner du blanchiment d'argent: le surcoût payé représenterait le prix de ce blanchiment.

Les investissements criminels se manifestent dans d'autres secteurs comme le «*divertissement*». «*Nous avons constaté que dans des secteurs fortement lucratifs comme celui de la prostitution, du divertissement, des locaux nocturnes et de jeu, les organisations criminelles développent des activités de contrôle, des formes de*

participation extrêmement préoccupantes. Les activités de blanchiment ont trouvé au Tessin de nouvelles routes» affirme le procureur général tessinois John Noseda dans le *Corriere del Ticino*.

Le crime évolue et se globalise. Certains pays, certaines régions se spécialisent dans des aspects différents de l'activité criminelle. Il faut s'interroger sur la dimension internationale qui caractérise désormais les organisations criminelles et leurs interconnexions avec notre pays. Or la justice peine à intervenir et à conduire à terme ses enquêtes gagnantes. Le procès de la «mafia des cigarettes»²² a été un fiasco. En 1996 déjà, la poursuite publique avait failli de manière retentissante dans le procès contre des personnalités russes (affaire Mikhaïlov) impliquées dans un cas de blanchiment d'argent.

Opinion publique et autorités débattent avec passion d'un nouvel avion de combat. Du point de vue de la sécurité nationale, il serait plus urgent d'attribuer à justice les moyens nécessaires pour traquer les organisations criminelles et leur argent.